

Benghebrit dément les rumeurs et rassure les étudiants

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Tizi Ouzou

Vol à main armée à l'agence postale de Timizart

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4377 - Mercredi 17 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Education à Béjaïa

Grève illimitée, la Fédération des parents d'élèves réagit

Page 24

La nouvelle ère économique

Par Mohamed Habili

Lorsque les taux d'intérêt et d'inflation restent bloqués, en dépit de tout ce qui a été entrepris pour les relancer, à un niveau très bas depuis près d'une décennie, il faut bien finir par en prendre son parti. On convient désormais que l'économie mondiale est bel et bien engagée dans une ère nouvelle dont la concomitance de deux chiffres théoriquement exclusifs l'un de l'autre est la caractéristique principale. De fait, dans ce début de 2018, le son de cloche dominant dans la littérature économique est une espèce de résignation à cette réalité sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Attitude générale d'autant plus marquée que 2017 ne s'est pas trop mal terminée, du moins pour la première des économies, celle des Etats-Unis, qui a enregistré à bien des égards de relatifs bons résultats, ce qui a déterminé ses autorités monétaires à suspendre leur plan de stimulation, plus connu sous le nom d'assouplissement quantitatif. Le temps où il suffisait d'un frémissement à la hausse ou à la baisse pour annoncer la fin des difficultés du moment, et donc le retour tout prochain de l'expansion, n'est plus. Fin 2017 et début 2018 ont constitué le moment où l'establishment économique s'est pénétré de l'idée que sous bien des rapports rien ne sera plus comme avant. Il aurait pu très bien envisager les choses autrement : reconnaître que la crise commencée en 2007 n'a toujours pas été surmontée, et que c'est elle qui en définitive est responsable de ce que rien ne va comme il devrait normalement aller.

Suite en page 3

Résultats de plus de deux mois de débrayage

Les malades absorbent seuls la colère des résidents et des paramédicaux



La grève du personnel paramédical et des résidents a sérieusement pénalisé les malades qui ont vu leurs rendez-vous reportés, les interventions et les soins réduits. En effet, malgré le service minimum assuré dans certains hôpitaux, ce débrayage a entraîné, selon le chef de service dans les CHU d'Alger, des perturbations dans les établissements hospitaliers. Lire page 3

Mouloud Bakli, à propos de la transition énergétique

L'Algérie «a plus intérêt à substituer l'énergie solaire à celle tirée du gaz»

Page 2

Musée Zabana d'Oran

Exposition du photographe mexicain Andres Aléjos

Page 13

Mouloud Bakli, à propos de la transition énergétique

L'Algérie «a plus intérêt à substituer l'énergie solaire à celle tirée du gaz»

■ «A moins de 2 DA le kilowatt/heure, l'exploitation de l'énergie solaire se révèle moins chère que celle du gaz». Aussi, l'Algérie «a mieux à faire de substituer l'énergie solaire à celle tirée du gaz», a estimé, hier Mouloud Bakli, expert en énergie solaire, lors de son passage à la Chaine 3 de la Radio nationale.

Par Lynda Naili

La transition énergétique, «première priorité du premier magistrat du pays», est un programme déjà défini par les pouvoirs publics à travers «des quotas par technologies à l'aube de 2030». Un programme, expliquera-t-il, qui «se décline en éolien, solaire, bio masse et solaire thermique». «Le programme existe, dira-t-il, ce qui manque aujourd'hui c'est de le mettre en exécution» progressivement, mais «surtout» de «savoir comment lancer notre cours d'apprentissage» dans la mesure où ces technologies nécessitent «un minimum de temps, d'apprentissage et d'implémentation». Ainsi, face au risque d'épuisement des ressources énergétiques du à la consommation nationale en croissance notamment en pétrole et gaz, il soulignera que la nécessité d'engager un modèle durable de transition énergétique, notamment à travers le solaire, «ne présente plus aucun doute». Et d'indiquer, à ce sujet, que sur l'ensemble des énergies renouvelables, «le solaire particulièrement est la technologie qui sort du lot, et ce, pour plusieurs raisons». La première, affirmera-t-il, est celle du «coût». Prenant l'exemple de la photovoltaïque, il expliquera que le prix de cette technologie s'est divisé cinq ou six fois durant les sept dernières années, faisant que l'électricité à base du «solaire aujourd'hui est beaucoup moins chère que celle produite à partir du gaz». Argumentant ses propos, il dira que «les pays qui ont mis en place un écosystème peuvent bénéficier d'un solaire à moins de deux DA le kilowatt/heure, sachant qu'en Algérie le consommateur paie quatre DA le kilowatt». «Un prix subventionné qui coûte cher au pays», souli-



Mouloud Bakli, expert en énergie solaire

gnera-t-il. Déplorant que l'on soit «l'un des derniers pays qui doit faire son cours d'apprentissage dans ce domaine», il commentera que «les chiffres publiés de par le monde sur les énergies renouvelables, le solaire, à moins de quatre centimes de dollars le Kilowatt équivalent de trois DA, est devenu une évidence». Une réduction de coût que l'expert en énergie solaire expliquera par le grand développement technologique intervenu en la matière ayant fait que «le solaire est actuellement beaucoup plus efficace et beaucoup moins cher» à

travers les effets de masse européens mais aussi asiatiques que la Chine a développé des projets solaires de plus de 1 000 mégawatts de production annuelle. «Le prix d'un panneau solaire, il y a dix ans, était de cinq dollar le kilowatt, aujourd'hui, il est à moins 0,50 dollar», indiquera-t-il tout en assurant «l'extrême fiabilité» des panneaux solaires faisant que leur garantie s'étale jusqu'à vingt cinq ans sans aucune contrainte de maintenance ni autre.

Sur l'important potentiel de l'Algérie en termes d'énergie solaire, comment effectuer cette transition de générer de l'électricité à partir du gaz vers le solaire, il dira que l'Algérie «a mieux à faire de substituer petit à petit l'énergie solaire de celle tirée du gaz naturel et à transformer celui-ci aux fins d'exportation». Ce qui, poursuit-il, permettrait «à la Sonelgaz de réduire ses subventions et donc moins de déficit, et cerise sur la gâteau, l'introduction de l'industrie photovoltaïque créera 40 emplois par mégawatt». Dans cette lignée, abordant le retard accusé en la matière, Mouloud Bakli estimera qu'«il est rattrapable» dans la mesure où 385 mégawatts ont été déjà installés par Sonelgaz à travers sa filiale SKTM. Ce qu'il considérera comme «très positif» dans le sens où cela a permis l'apprentissage de l'utilisation de cette technologie. «Maintenant, enchaînera-t-il, il est temps de passer aux privés». En effet, selon M. Bakli, «dans tous les pays du

monde, l'essor du photovoltaïque a été lancé par les promoteurs privés», évoquant au passage le programme de 4 gigawatts/an que l'Algérie prévoit de mettre en œuvre, «dont on parle depuis un an et qui tarde à venir». Un projet qui, selon l'expert, «actuellement, sera au stade final de son étude» et générera quelque 180 000 emplois. Ceci, enchaînera-t-il, pour peu d'engager une réflexion sur le «comment d'intégrer l'industrie». Sur cette question, il prônera l'incitation des grandes sociétés étrangères implantées en Algérie à prendre en charge la production nationale du photovoltaïque et les encourager à se fournir en produits nationaux qui, aujourd'hui, sont réellement aux normes internationales. Une proposition qu'il confortera du fait que le pays «dispose d'un tissu industriel très intéressant». Un atout qu'il faudra consolider par des mesures incitatives, notamment en matière de droits de douane et de fiscalité, devant intéresser aussi bien les firmes étrangères que les opérateurs nationaux. L'Inde, un des pays qui a réussi sa transition énergétique, «a supprimé toutes ces taxes absolument aberrantes» aux importations de composants de panneaux et autres matériels destinés à l'installation de parcs photovoltaïques, ce qui par ricochet aboutira à la réduction du coût du solaire.

L. N.

Tiguentourine

Cinq ans après l'attaque terroriste, le site gazier accroît sa production de 30%

Cinq ans après l'attaque terroriste qui avait ciblé le site gazier de Tiguentourine, à Illizi, ce complexe a réussi l'exploit d'augmenter sa capacité de production de 30% pour atteindre, aujourd'hui, un rythme de production de 9 milliards de m³ de gaz/an qu'il assurait avant l'attaque terroriste. Ainsi, ce complexe gazier a quasiment retrouvé sa capacité initiale de production. En plus de la remise en marche du site, la Sonatrach a réussi, avec ses partenaires British Petroleum (Grande-Bretagne) et Statoil (Norvège), d'augmenter sa capacité de production pour atteindre, aujourd'hui, un rythme d'extraction de 24 millions de m³ de gaz par jour. La production du complexe gazier de Tiguentourine a augmenté à 8,8 milliards de m³ en 2017, selon le directeur de l'association Sonatrach-British Petroleum (Grande-Bretagne) et Statoil (Norvège), Salim Djettou. La moyenne de production quotidienne de ce complexe, qui est opéré par l'association Sonatrach-BP-Statoil, oscille entre 22 et 23 millions de m³/jour, a précisé le même responsable à la presse en marge de la visite qu'effectue le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, à ce complexe lequel avait été la cible d'une attaque terroriste le 16 janvier 2013.

Pour rappel, le groupe Sonatrach avait signé en décembre dernier à Alger avec BP et Statoil un avenant au contrat gazier

d'In Amenas afin d'accroître les réserves du périmètre d'In Amenas situé dans le bassin d'Illizi. Les trois contractants avaient ainsi convenu de nouvelles opportunités d'accroissement de réserves au niveau du périmètre d'In Amenas, à travers un potentiel additionnel de l'ordre de 11 milliards de m³ de gaz, moyennant la mise en œuvre d'un programme d'investissement supplémentaire pour un montant supérieur à 500 millions de dollars. Ce programme d'investissement, qui comporte notamment le forage de nouveaux puits de développement, un système 3D et un projet de compression, permettra de maintenir un niveau de production commerciale du gisement de Tiguentourine au-delà de 2035. La date de signature du contrat initial a eu lieu en 1998 alors que la première mise en production date de 2006. A ce jour, il a été réalisé notamment un centre de traitement principal composé de 3 trains identiques, d'une station de compression du gaz produit comprenant trois turbocompresseurs ainsi que 63 puits forés. Il faut rappeler que le complexe gazier de Tiguentourine a été ciblé par une attaque terroriste perpétrée le 16 janvier 2013 et avait fait 38 victimes parmi les travailleurs du site. L'attentat avait également endommagé le train numéro 3 de cette installation qui produisait, en moyenne, 16 millions de m³ par jour.

Louiza Ait Ramdane

Restez connectés toute l'année avec la promo

PACK 4G

12 500 DA =

Lenovo Vibe C

Téléphone 4G⁺ GRATUIT

+ 12 000 DA CRÉDIT

2 Mois de recharges MAXY Plus Internet 1000 + 500 Mo & 100 SMS pendant 10 mois

*Stock limité

01/2018

12 000 DA d'avantages offerts: 02 recharges MAXY Plus Internet 1000 offertes pendant les 2 mois qui suivent. Facture = 500 Mo + 100 SMS vers Ooredoo solaires 30 jours pendant 10 mois. Promo valable dans la limite des stocks disponibles dans tous les Espaces Ooredoo et City Shop sur l'ensemble du territoire national. Promo valable 30 jours, valable aussi pour les clients 3G.

ooredoo عيش الإنترنت ooredoo.dz

Résultats de plus de deux mois de débrayage

Les malades absorbent seuls la colère des résidents et des paramédicaux

■ La grève du personnel paramédical et des résidents a sérieusement pénalisé les malades qui ont vu leurs rendez-vous reportés, les interventions et les soins réduits. En effet, malgré le service minimum assuré dans certains hôpitaux, ce débrayage a entraîné, selon le chef de service dans les CHU d'Alger, des perturbations dans les établissements hospitaliers.

Par Thinhinene Khouchi

La grève des médecins résidents et des paramédicaux vire au cauchemar pour les malades qui subissent depuis déjà plus de deux mois le mouvement des grévistes. Cette crise qui risque de s'aggraver avec la décision du Collectif autonome des médecins résidents algériens Camra et le Syndicat algérien des paramédicaux SAP de maintenir leurs actions de protestation encore plus longtemps afin d'arriver à leurs fins, engendre une paralysie totale de certains services. Les malades se disent mal pris en charge. Plusieurs entre eux affirment que leurs rendez-vous ont été reportés à de nouvelles dates «pas sûr». Car selon les malades «si la grève perdure, même les nouveaux rendez-vous vont être encore une fois reportés et ainsi de suite». Cependant il ya des service qui n'ont pas été trop affectés par cette grève. selon le P Bouzid Addad, chef de service gynécologie obstétrique et président du conseil scientifique au CHU Mustapha-Pacha, son service «n'a pas été trop affecté par la grève étant un service d'urgences médicales qui travaille 24/24». Il ajoute que de «nombreux autres services ont connu des perturbations concernant les soins et les rendez-vous médicaux». Si le service de chirurgie générale a pu maintenir les rendez-vous des interventions et poursuivre son travail sans interruption, selon la responsable le P Zahra Messaouden, «le service



ORL a quant à lui enregistré un ralentissement de 50% à cause de la grève des médecins résidents». La grève des paramédicaux a provoqué «une paralysie totale» dans la programmation des interventions chirurgicales dans le même établissement, a ajouté le chef de service ORL Djamel Djenaoui, appelant les pouvoirs publics «à prendre des mesures urgentes pour régler ce problème». Le P Lahbib Douaghui, chef de service des maladies thoraciques et respiratoires au CHU Hassani-Issaad (Béni Messous), regrette cette situation de blocage induite par la grève de ces deux corps, appelant les pouvoirs publics à

«trouver des solutions urgentes à leurs problèmes avant que la grève n'entraîne une paralysie totale de l'activité au sein des hôpitaux». Le SG de la section syndicale des paramédicaux du CHU Mustapha-Pacha et coordinateur des activités médicales du département de néphrologie, Riad Rouchiche, a quant à lui, affirmé que cet établissement emploie plus de 1 400 agents paramédicaux qui assurent des services dans les 49 services spécialisés de l'hôpital, ajoutant que le syndicat veille, en dépit de la grève, à assurer le service minimum mais, a-t-il dit, «les dates des examens médicaux sont les plus touchées par la

grève». Il a précisé que le syndicat était contre la grève mais qu'il était obligé d'adhérer pour «défendre les syndicalistes contre les agressions répétées et demander de revoir la carrière professionnelle». Les médecins résidents ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève, entamé depuis deux mois, jusqu'à satisfaction de leurs revendications par le gouvernement, a indiqué le président de la Camra, le D Mohamed Taïeb. Les revendications soulevées par les médecins résidents sont principalement liées au service civil, au service national et aux conditions de travail. T. K.

Priorité de recrutement aux diplômés des Ecoles supérieures des enseignants

Benghebrit dément les rumeurs et rassure les étudiants

Depuis quelque temps, l'ensemble des adhérents des Ecoles supérieures normales des enseignants ont enclenché des mouvements de protestation qu'ils disent «illimités», leur principale revendication : être dispensés des inscriptions sur la plateforme numérique nationale de recrutement mais aussi avoir la priorité dans les opérations de recrutement. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a tenu à rassurer les étudiants des ENS que la priorité leur sera accordée dans le recrutement des enseignants partout tant au niveau local que national, sans aucune exception. «La priorité dans le recrutement est accordée aux diplômés des Ecoles supérieures des enseignants tant au niveau local que national», a déclaré M^{me} Benghebrit à la presse, en marge de la présentation du programme de son secteur devant la Commission de l'éducation, de

l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses. Précisant que les postes d'emploi pour cette catégorie sont «garantis» dans le secteur de l'éducation, la ministre a indiqué que leur nombre était insuffisant pour combler le déficit enregistré. «Je réaffirme encore une fois que la priorité dans le recrutement au niveau local est accordée à ces diplômés, et ce, en fonction des postes et spécialités demandés dans leurs régions», a déclaré M^{me} Benghebrit, qui a ajouté qu'«en cas de manque au niveau national, la priorité leur revient aussi». Appelant les étudiants à ne pas céder aux rumeurs colportées par certains milieux quant à leur non recrutement à l'avenir, la première responsable du secteur a déploré la durée de cette grève, affirmant qu'il n'est pas logique que la priorité ne soit pas accordée aux étudiants formés pour l'Education nationale. Par

ailleurs, la ministre a fait état de la poursuite des rencontres avec les syndicats, indiquant qu'elle avait tenu, hier dimanche, une rencontre avec le Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest). Par ailleurs, Nouria Benghebrit a affirmé que la formation sera désormais à partir de cette année au cœur des priorités de son secteur qui tend à relever «le défi de la qualité», révélant que cinq instituts de formation, qui étaient auparavant à la disposition d'autres départements ministériels, ont été réintégrés. Lors de la présentation du programme de son secteur devant la Commission de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses, M^{me} Benghebrit a indiqué qu'«à partir de cette année, la formation sera désormais au cœur de nos priorités, car elle touchera les inspecteurs et les

enseignants en premier lieu». La formation ciblera toutes les catégories du secteur de l'éducation, un plan stratégique de formation avec 53 thèmes ayant été élaboré, a-t-elle précisé, soulignant la nécessité de «promouvoir notre école et de relever le défi de la qualité». Estimant que la formation est un «vecteur essentiel» dans la réforme du système éducatif, la ministre a précisé que son secteur tend à ouvrir un institut dans chaque wilaya, révélant que cinq instituts qui étaient précédemment à la disposition d'autres départements ministériels, ont été récupérés pour atteindre 28 instituts dès la prochaine rentrée scolaire 2018/2019. La même responsable a, par ailleurs, indiqué que son département ministériel, dont la pédagogie est la première mission, œuvre en faveur d'une gestion fondée sur une vision prospective à la lumière du plan d'action mis en place par le

LA QUESTION DU JOUR

La nouvelle ère économique

Suite de la page une

Non, les économistes vedette, qu'ils soient ou non aux responsabilités, ont préféré décrier, sur la foi de quelques indicateurs, mais au mépris d'autres, tout aussi sinon plus significatifs que les premiers, la fin de la crise. Ce qui ne leur laisse d'autre alternative que d'annoncer la rupture d'avec ce qui avait cours, et donc l'avènement d'une nouvelle ère dans le domaine de l'économie. Ce qui distingue cette nouvelle ère de la précédente, mais qui tout de même vient juste de prendre fin, ce sont toutes ces aberrations qui les ont tenus en échec, et qui pour ce qui les concerne sont indubitablement le produit de la crise. A l'affirmation de Janet Yellen, qui se prépare à quitter la présidence de la Fed, suivant laquelle il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter, étant donné que la banque centrale dispose dès à présent de tous les outils lui permettant de faire face à une éventuelle recrudescence de la crise, répond le doute de Ben Bernanke, son prédécesseur à la tête de la Fed, qui préfère explorer des voies alternatives, pour le cas où le pire serait malgré tout de la partie. Un regain de crise, ce serait par exemple un crash boursier après une hausse continue depuis mars 2009, l'une des phases de hausse les plus longues de l'histoire du marché financier américain. Un tel crash aurait pour effet inéluctable de comprimer à nouveau l'activité économique. Ce qui obligerait les autorités financières à mettre en place en urgence un plan de stimulation pour stopper la dégringolade généralisée. Mais que pourraient-ils faire dans ce cas si les taux d'intérêts sont déjà très bas, et que le peu d'inflation qu'il y a est dû à une expansion monétaire exceptionnelle tant par sa dimension que par sa durée ? Janet Yellen et Ben Bernanke, qui ne sont pas du même avis sur l'aptitude de la Fed à relever le défi, se rejoignent cependant dans la croyance que la crise est dépassée. A croire que c'est juste pour le plaisir de se faire peur qu'ils envisagent le pire.

M. H.

ministère pour la période 2016-2019, ayant pour référence la Constitution, la loi d'orientation relative à l'éducation nationale et le programme du gouvernement. Elle a, en outre, indiqué que l'optimisation des pratiques pédagogiques se fera à travers une série de mesures et l'application de l'évaluation diagnostique ainsi que le soutien à la formation des principaux intervenants en la matière.

Meriem Benchaouia

Pour valoriser les déchets domestiques

Le compostage, un créneau en vogue

■ Le compost est produit à partir de sources végétales ou animales, des restes de la taille d'arbres fruitiers et du recyclage des déchets ménagers. Ces déchets se transforment en engrais naturels après un processus chimique naturel visant à accélérer la décomposition organique durant une longue période.

Par Fatah Y.

La direction de l'environnement de la wilaya de Mostaganem aspire à intensifier la production du compost pour valoriser les déchets domestiques et fournir cet engrais naturel au secteur de l'agriculture afin d'augmenter le rendement et d'assurer une production de qualité supérieure. Le compost est produit à partir de sources végétales ou animales, des restes de la taille d'arbres fruitiers et du recyclage des déchets ménagers. Ces déchets se transforment en engrais naturels après un processus chimique naturel visant à accélérer la décomposition organique

Nouvelle offre promotionnelle 4G de Ooredoo
Avec le Pack 4G de Ooredoo : restez connectés avec vos proches durant toute l'année

Un Smartphone Lenovo Vibe C compatible 4G offert. Poursuivant sa stratégie visant à offrir à ses clients le meilleur de la technologie mobile, Ooredoo lance sa nouvelle promotion «Pack 4G» valable jusqu'au 9 février 2018. Pour 12 500 DA seulement, les clients Ooredoo bénéficieront durant 12 mois d'une multitude d'avantages Voix et Data leur permettant de rester connectés avec leurs proches. En effet, pour chaque souscription à cette promotion inédite, le client bénéficie d'un Smartphone Lenovo Vibe C compatible 4G, d'une Sim Haya! et de deux recharges MAXY Plus Internet 1000 valables lors des deux premiers mois suivant l'acquisition. Ainsi, le client bénéficie durant les 2 premiers mois de 2 Go d'Internet et de 2 000 DA de crédit valable en appels et SMS en national et vers l'international. A partir du 3^e mois suivant l'acquisition du «Pack 4G», le client bénéficiera d'un forfait mensuel de 500 Mo d'Internet et de 100 SMS valables vers Ooredoo pendant 10 mois. Cette nouvelle promotion, valable pour les clients utilisateurs de la 3G et de la 4G, est disponible au niveau de tous les Espaces Ooredoo et des city-shops répartis sur tout le territoire national. A travers cette nouvelle offre promotionnelle, les clients de Ooredoo peuvent vivre une expérience internet de haut débit inégalée et profiter pleinement du réseau 4G de Ooredoo. **Communiqué**

durant une longue période. Dans la wilaya de Mostaganem, et au cours de l'année 2017, quelque 12 tonnes d'engrais organiques ont été produites grâce à des opérations de compostage, effectuées aux Centres d'enfouissement technique (CET) des communes de Sour et de Ain Sidi Chérif dans le cadre de la gestion intégrée des déchets en partenariat avec la Belgique, selon la direction locale de l'Environnement. Cette opération a donné des résultats probants, selon la responsable du secteur, Meriem Bensoula, en s'appuyant sur les déchets collectés par l'entreprise Mostaganem Nadhifa du marché de gros des légumes et fruits de Sayada et d'ordures de maintenance des espaces verts de la ville de Mostaganem. Le secteur de l'environnement ambitionne de doubler la production d'engrais organiques, après l'entrée en service du complexe industriel de traitement des déchets d'El Hachm, prévue cette année. Cette infrastructure disposera d'une unité entière dédiée au compostage et sera équipée par le partenaire belge. Ce complexe intégré, implanté à l'Est de Mostaganem, disposera d'un CET d'une capacité de 1,2 million de m³, d'un centre de tri sélectif de déchets et d'une unité de production de compost pour un coût de 450 millions DA. Une unité similaire sera mise en service dans les prochaines semaines par une entreprise privée Profert, à la zone d'activités de Souk Ellil à Sayada, en attendant trois autres projets à Hassi Mameche, Sirat et Sidi Lakhdar, actuellement à l'étude à la direction de l'Industrie et des Mines, ajoute-t-on.

La rentrée professionnelle de septembre dernier a enregistré, à Mostaganem, l'ouverture d'une nouvelle spécialité visant à former des techniciens dans le



déchets, généralement dirigés vers les décharges publiques ou les CET.

Il attire aussi leurs effets négatifs sur l'environnement, notamment par l'élimination de lixiviat, un liquide concentré en sels et en métaux lourds provenant de ces déchets et affaiblit l'émanation de gaz à effet de serre. L'engrais produit est destiné, après compostage, en grande partie à la fertilisation des terres étant donné ses composantes en matières organiques et en sels minéraux, ce qui réduit le recours aux engrais chimiques. Le compost produit au niveau des CET sera distribué gratuitement aux agriculteurs, dans un premier temps et comme expérience permettant de comparer les avantages de ce produit naturel par rapport aux engrais chimiques.

Cette expérience sera encadrée par un accord de partenariat et de coopération entre les secteurs de l'environnement et de l'agriculture, a signalé à l'APS le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya de Mostaganem, Touati Abdellah.

«Cette orientation vers l'agriculture bio est devenue nécessaire. Il est nécessaire d'encourager les agriculteurs à réduire l'utilisation des engrais chimiques en les remplaçant par cet engrais naturel, un produit, propre, moins coûteux et bénéfique pour l'environnement», a-t-il ajouté.

La superficie des terres agricoles de la wilaya de Mostaganem atteint les 144 778 has, soit 64% de la superficie totale de cette région du Dahra. Ces terres sont cultivées par plus de 25 000 agriculteurs et assure l'emploi à 78 932 personnes représentant le cinquième de la force ouvrière de la wilaya (20,86 pc), selon les statistiques des services agricoles. **F. Y./APS**

domaine du compostage et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée entre la direction de l'Environnement et celle de la Formation et de l'enseignement professionnels. Cette initiative intervient suite au succès d'une première expérience dans ce domaine, menée au niveau du CFFA de Hassi Mameche en 2016. La directrice de l'Environnement a fait savoir que les stagiaires de cette nouvelle spécialité effectueront des stages pratiques au niveau des établissements de formation professionnelle, en exploitant des déchets alimentaires provenant des cantines scolaires et des restaurants ainsi que des déchets verts. Ces stages se feront avec le soutien technique des experts du CET. A la fin de leur formation, ces stagiaires seront recrutés en qualité de techniciens au complexe industriel de traitement des déchets en cours de réalisation. Ils pourront également rejoindre des entreprises industrielles de pro-

duction d'engrais organiques ou créer leurs propres entreprises, avec le soutien et le financement des dispositifs d'emploi. La Direction de l'environnement s'attelle, selon sa responsable, à créer une série de petites activités économiques liées à ce domaine telles que la levée et le ramassage des déchets, le tri sélectif, le broyage des déchets verts et le compostage. Une ingénieure en environnement, Fadela Guessous, a estimé que les déchets ménagers constituent la principale source du compost et représentent plus de 60 % des déchets générés quotidiennement à travers la wilaya. Ces quantités sont des produits à valoriser en plus des produits organiques et des résidus de la taille des arbres fruitiers et de l'entretien des espaces verts, a-t-elle expliqué.

Pour une agriculture bio

Le compostage permet la réduction du volume des

Algérie/Monde arabe

Le DG de l'ALECSO en visite officielle à Alger

Le Directeur général de l'Organisation arabe de l'éducation, de la culture et des sciences (ALECSO), Saud Hilal Al-Harbi a entamé mardi une visite officielle de trois jours à Alger, lors de laquelle il aura des rencontres avec la ministre de l'éducation nationale et plusieurs membres du gouvernement. M. Al-Harbi a eu, lors du

premier jour de sa visite, une séance de travail avec la ministre de l'éducation nationale, Nouria Benghebrat, qui préside la commission nationale de l'éducation, des sciences et de la culture. L'ordre du jour de cette réunion comprend «le développement et le renforcement de la coopération entre l'Algérie et cette organisation

arabe et la présentation d'exposés par les présidents des comités techniques de la commission nationale, ainsi que des coordonnateurs nationaux des écoles affiliées, des sièges de l'Unesco et du représentant des clubs de l'Unesco, a précisé la même source. Le directeur général de l'ALECSO devait rencontrer lors de sa

première visite en Algérie depuis son élection à la tête de l'organisation, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels ainsi que le ministre de la Culture, a indiqué la même source. **Seif G.**

31 morts et près de 1 000 blessés en une semaine

La route algérienne toujours aussi meurtrière

Trente et une personnes ont trouvé la mort et 966 ont été blessées dans 878 accidents de la circulation survenus entre le 7 et le 14 janvier dernier à travers le territoire national, selon un bilan de la Protection civile rendu public mardi. Le bilan le plus lourd a été

enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec trois personnes décédées et 29 autres blessées suite à 24 accidents de la route, précise la même source. Durant la même période, les unités d'interventions de la protection civile ont enregistré 20 311 appels de

secours relatifs aux types d'interventions pour répondre aux appels de détresses émis par les citoyens, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et assistances diverses. Concernant les

secours à personnes, 12 861 interventions ont été effectuées qui ont permis la prise en charge de 1 298 blessés traités par les secours médicaux sur les lieux d'accidents et l'évacuation de 11 282 malades vers les structures sanitaires. **K. L.**

Nécessité de l'élargissement de la distribution du gaz de pétrole liquéfié

Guitouni souligne l'importance du carburant GPL

■ Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a souligné lundi à Béchar la nécessité de l'élargissement et de l'extension du réseau national de distribution du gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Par Mehdi F.

« L'entreprise Naftal doit redoubler d'efforts pour l'extension de son réseau de distribution de ce carburant et aussi les capacités techniques de ses centres spécialisés dans le but de l'équipement du parc automobile roulant en accessoires de conversion au GPL, pour atteindre un objectif de plus de 500 000 véhicules d'ici à 2021 », a-t-il précisé en marge de sa visite à l'unique centre de conversion de véhicules en GPL.

« Nous devons augmenter les capacités des centres de conversions pour mettre le GPL à la disposition de l'ensemble des automobilistes du pays », a-t-il encore ajouté. « Le centre de conversion de GPL de Béchar, réalisé avec un coût de plus de 36 millions de DA et ouvert depuis septembre dernier et dispose d'une capacité de conversion de six véhicules par jour, doit à l'avenir faire l'objet d'une extension de



ses capacités, comme devront l'être les autres centres similaires en activité actuellement à travers le pays. Cette opération devra renforcer la création de nouveaux postes de travail au profit des « jeunes », a-t-il souligné. Actuellement, 40 centres du genre sont opérationnels à travers le pays dont cinq nouveaux seront ouverts avant la fin de ce mois de janvier et douze en projet au titre des années 2018 et 2019, selon les responsables de l'entreprise nationale Naftal. Auparavant, le ministre de l'Energie a procédé au chef-lieu de la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar), à la mise en service d'un réseau de distribution d'énergie électrique de haute et basse tension au profit de deux lotissements urbains de cette collectivité. Cette opération qui

s'inscrit au titre de l'amélioration de la vie quotidienne des habitants a nécessité un investissement public de plus de 83 millions de DA, dégagé par le fonds de garantie et solidarité des collectivités locales (FGSC) et ce, pour la réalisation et l'équipement d'un réseau de transport et de distribution de cette énergie sur plus de 24 km. M. Guitouni a également procédé dans la même commune à la mise en service d'un nouveau réseau de gaz de ville au profit de 450 foyers, grâce à un réseau de transport et de distribution de 14 kilomètres linéaires, réalisé et équipé avec un montant de plus de 32 millions de DA, alloué par le fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDRS). Dans cette collectivité frontalière, l'on recense 3 750 abonnés au réseau public de

distribution de l'énergie électrique et 700 autres au réseau de gaz de ville, selon les chiffres communiqués par les responsables locaux de la société de distribution de l'Ouest (filiale de la Sonelgaz).

Le ministre de l'Energie a aussi inauguré la nouvelle agence commerciale de la même société publique au chef-lieu de la commune de Ounif dont les travaux de réaménagement ont nécessité un coût de plus de 5 millions de DA, dégagé des propres fonds de cette société. A Taghit où il s'est rendu par la suite, le ministre a visité un nouveau poste mobile de distribution de l'énergie électrique d'une capacité de 60 et 30 KV de type pack, réalisé dans l'unique but de la sécurisation et la continuité de distribution de la même énergie aux habitants de cette com-

mune touristique et de celle d'Igli, situées respectivement à 97 et 160 km au sud de Béchar. La wilaya de Béchar qui enregistre un taux de 97% pour cent d'électrification avec un global de 80 288 abonnés à la basse tension a bénéficié au titre du quinquennal 2010/2014, d'une enveloppe financière globale de 387 millions de DA dont 290 millions de DA, représentant la part de l'Etat, et visant le raccordement de 4 087 foyers, s'est renforcée par le raccordement de 588 foyers grâce à ce même programme, ont indiqué des responsables locaux du secteur de l'énergie. En matière de développement de la distribution du gaz, un total de 18 490 foyers ont été raccordés au réseau public de distribution de cette énergie au titre du programme quinquennal 2005/2009, tandis que 2 556 autres ont été également raccordés à ce même réseau grâce à un financement de plus de 6 milliards de DA alloué par le programme quinquennal 2010/2014 dont plus de 5 milliards de DA à la charge de l'Etat, ce qui a permis la réalisation à ce jour d'une pénétration de cette énergie aux foyers de l'ordre de 55%, ont fait savoir les mêmes responsables locaux. Le ministre de l'Energie a achevé sa visite de travail d'une journée dans la wilaya de Béchar par une rencontre avec les cadres locaux de son secteur en présence des autorités de la wilaya.

M. F./APS

Signature à Bamako d'un protocole d'accord

Création d'un Conseil d'affaires algéro-malien

Algérie et le Mali ont signé à Bamako un protocole d'accord portant création d'un Conseil d'affaires algéro-malien, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Le document a été paraphé, dans l'après-midi de dimanche, en marge de la visite de travail qu'effectue, depuis samedi, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, à Bamako, à la tête d'une délégation officielle et 89 opérateurs économiques pour participer à la Foire internationale de Bamako qui se déroule du 13 au 29 du mois en cours.

L'Algérie est invitée d'honneur à cette manifestation économique, inaugurée par le prési-

dent de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keita.

Au lendemain de l'inauguration officielle de la 12^e édition de cette Foire, et avant l'ouverture de la journée Algérie, M. Benmeradi, a poursuivi le programme des audiences préparées à l'occasion de cette manifestation internationale, a souligné le document.

A cet effet, il a été reçu dimanche par le ministre malien des Finances qui « lui a confirmé la nécessité de développer les relations économiques », a précisé le communiqué.

Lors de cette rencontre, plusieurs questions ont été abordées, liées à la garantie financi-

re des transactions et particulièrement le volet relatif à la garantie des financements des banques maliennes portant sur les investissements algériens projetés dans le domaine énergétique. L'après-midi du dimanche a été consacrée à l'ouverture de la journée Algérie en présence du ministre malien du Commerce durant laquelle un forum d'hommes d'affaires associant plus de deux cent opérateurs économiques algériens et maliens. A cette occasion, les deux ministres ont prononcé des discours qui ont insisté sur la nécessité de relever le niveau actuel des échanges qui demeurent « en deçà des enga-

gements politiques des deux Etats et des aspirations des deux peuples », a-t-on ajouté. Dans son allocution, M. Benmeradi a fait part aux opérateurs économiques, que les discussions entamées au terme de cette visite ont permis de jeter les jalons pour développer davantage la coopération dans plusieurs secteurs d'activités pour lesquels des potentialités « importantes » existent dans les deux pays. A la suite de l'intervention des deux ministres, un protocole d'accord portant création du Conseil d'affaires Algéro-Malien, a été signé entre les deux pays, suivi de l'ouverture des rencontres BtoB qui se

dérouleront du 14 au 18 janvier 2018 en cours. Samedi, M. Benmeradi, accompagné par son homologue malien, a été reçu en audience par le Premier ministre malien, Soumeylou Boubeye Maiga, puis par le ministre des Affaires étrangères du Mali, Tiéman Hubert Coulibaly, ainsi que le président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, où il a fait part d'un message d'amitié du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et a évoqué « l'excellence » des relations algéro-maliennes, en rappelant « l'engagement de l'Algérie à renforcer cette relation ».

Anissa A./APS

Côte d'Ivoire

Le gouvernement adopte un plan d'action contre la pauvreté

Le gouvernement ivoirien a adopté un plan d'actions prioritaires pour l'année 2018 avec pour objectif de lutter contre la pauvreté dans le pays.

Le plan d'actions prioritaires a été adopté à l'issue d'un séminaire du gouvernement qui a pris fin lundi en présence du président Alassane Ouattara. « Ce

séminaire a permis au gouvernement de se doter d'un outil d'orientation et de mise en cohérence de ses actions », a souligné le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Le plan comprend cinq axes de l'action gouvernementale que sont le renforcement des institutions pour la paix et la sécurité, la transforma-

tion de l'économie ivoirienne, l'amélioration des conditions de vie des populations, la promotion de la jeunesse et de la femme ainsi que l'émergence d'un Ivoirien nouveau, a-t-il précisé. Pour Alassane Ouattara, ce plan d'actions représente l'engagement du gouvernement à traduire en actions concrètes ses

chantiers prioritaires, selon des médias. Coulibaly précise qu'« il s'agit en priorité d'intensifier la lutte contre la pauvreté à travers des investissements dans les secteurs sociaux et d'accélérer ainsi que d'intensifier le programme de développement des infrastructures ». Au cours de l'année, le gouvernement ivoi-

rien compte poursuivre la « mise en œuvre des réformes structurelles et sectorielles à travers la modernisation de l'administration publique, la transformation des matières premières locales, la modernisation de la justice et de la réforme du système fiscal pour renforcer la compétitivité de l'économie ivoirienne ». R.E.

Mostaganem

Des mesures pour rattraper le retard dans les travaux de logements publics locatifs

■ Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdennour Rabhi, a annoncé des mesures pour rattraper le retard accusé dans la réalisation de certains projets de logements publics locatifs.

Par Lyes B.

En inspectant des chantiers de projets d'habitat dans plusieurs communes de la wilaya, trois mises en demeure ont été adressées aux entreprises défaillantes les sommant de renforcer les chantiers en main d'œuvre et matériel requis dans un délai de huit jours. En outre, deux bureaux d'études assurant le suivi des projets ont été suspendus pour négligence. L'entreprise en charge des travaux de 140 logements à Mazaghran, l'entreprise du projet de 100 logements à Sidi Othmane dans la commune de Sayada et une autre en charge de 80 logements au même site ont été destinataires de mises en demeure. Le bureau d'études chargé du projet de 100 logements à Ain Tédélès et celui chargé du suivi du projet de 140 logements à Sour ont été suspendus pour négligence du contrôle des projets. Une commission de suivi et de contrôle des projets d'habitat en cours de réalisation au niveau de la wilaya sera installée, selon les services de la wilaya. En outre, des instructions ont été données à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et à la direction de l'Habitat pour la tenue de rencontres avec les



PH. > D. R.

entreprises, bureaux d'études, chefs de projets, responsables des secteurs de l'hydraulique et de l'aménagement urbain et de Sonelgaz pour coordonner les actions et la livraison des projets dans les brefs délais. Le wali a souligné que les projets d'habitat en cours de réalisation dans la wilaya de Mostaganem de type LSP (8 500), location/vente (AADL) 4 200, promotionnel aidé (1 600) et rural (1 784) enregistrent

des taux variés d'avancement, en attendant le lancement du nouveau programme d'habitat de 2018 qui comprend 1 000 logements AADL, 1 000 LPA et 2 000 aides rurales. Concernant les opérations d'attribution de logements, M. Rabhi a tenu à rassurer les habitants de la wilaya que les opérations de remise de clefs aux bénéficiaires de différents programmes se poursuivront dans les prochains

jours, une fois achevés les travaux d'aménagement externe et de raccordement aux réseaux. Les autorités locales avaient annoncé auparavant un calendrier d'attribution de logements durant le premier semestre de 2018 (4 548 logements tous programmes confondus), au second semestre (6 408) et au premier trimestre de 2019 (11 153 logements sociaux).

L. B./APS

Gharadaia

5 250 aides pour l'habitat rural établies en 2017

Quelque 5 250 décisions d'aides pour l'habitat rural ont été libellées pour la construction ou la réhabilitation d'un logement durant l'année 2017 dans la wilaya de Gharadaia, a déclaré hier la directrice locale de la Caisse nationale du logement (CNL). Ces décisions représentent une mobilisation d'un montant globale de plus de 5,2 milliards DA, qui sera octroyé par tranche pour les bénéficiaires selon l'état d'avancement des travaux de construction, a précisé M^{me} Leila Amirouchen. Le même organisme a procédé durant la même période à la notification de 1 000 aides dans le cadre du programme de réhabilitation normal du logement, 14 410 aides pour la réhabilitation de logements

affectés par les malheureux évènements qu'a connue Gharadaia et 14 142 aides dans le cadre du programme spécial «intempéries», selon le degré de fragilisation et du classement du logement, a-t-elle indiqué. Toutes ces aides sont octroyées après identification et vérification des bâtisses affectées ou endommagées, et le classement par une expertise des degrés de fragilité de chaque bâtisse, a rappelé la directrice locale de la CNL. Pour ce qui est du programme d'aide au logement selon les formules Logement social participatif (LSP) et Logement promotionnel aidé (LPA), les services de la CNL de Gharadaia ont établi 181 décisions d'octroi d'aide pour LSP au titre de l'année 2017 soit un montant de

plus de 93,5 millions DA et 328 décisions d'aide dans le cadre du LPA pour un montant globale de plus de 222 millions DA, a-t-elle fait savoir. La CNL de Gharadaia a également procédé en 2017 au paiement, dans le cadre du programme location-vente AADL 2001, d'un montant de plus de 179 millions DA, et AADL 2013 de plus de 250 millions DA, a précisé Mme Amirouchen. Au total, plus de 10 milliards DA ont été consommés dans le cadre des aides de l'Etat au logement, tous programmes confondus, et le paiement des honoraires des bureaux d'études et les travaux de réalisation de ces programmes dans la wilaya de Gharadaia, a conclu la directrice locale de la CNL.

Hocine A.

Sidi Bel-Abbès

Huit nouvelles spécialités introduites pour la session de février

Huit nouvelles spécialités ont été introduites à Sidi Bel-Abbès dans le cadre de la session de formation de février 2018, a-t-on appris du responsable du service formation à la direction locale du secteur, Lakhdar Chériguène. Le responsable a indiqué, dans un point de presse consacré à la nouvelle rentrée de la session de février, que huit nouvelles disciplines dont quatre de niveau 2, trois de niveau 4 et une de niveau 1 ont été introduites dans les divers établissements et instituts de formation.

La majorité de ces disciplines sont liés au domaine de l'agriculture, où a été introduite la spécialité d'agent agricole niveau 2 et celle de production d'huile d'olive et d'élevage dans la région de Belarbi, outre l'ouverture de spécialités liées au métier de bijoux traditionnels, de pose de marbre en bâtiment, d'agent d'exécution et de puéricultrice, a-t-on fait savoir. Il est également prévu, dans le cadre d'un accord signé avec l'Entreprise nationale d'industries électroniques (Enie) de Sidi Bel-Abbès, d'introduire pour

la troisième fois une nouvelle spécialité de maintenance et d'installation de panneaux solaires, a annoncé le responsable, indiquant que les inscrits pour cette spécialité bénéficieront d'un stage de formation professionnelle à l'Enie. L'ouverture de ces nouvelles spécialités vise à fournir une main-d'œuvre qualifiée dans divers domaines pour répondre aux besoins du marché du travail dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui recèle d'importants atouts agricoles et industriels. En termes de postes offerts

pour la rentrée professionnelle de la session de février, il a signalé l'ouverture de 4 680 nouveaux postes pédagogiques en différents modes de formation dont 2 160 en formation diplômante et 2 070 en formation qualifiante. Le secteur de la formation et de l'enseignement à Sidi Bel-Abbès dispose de deux instituts nationaux de formation et d'enseignement professionnels, d'un institut de formation professionnelle, de 13 CFPA et de cinq annexes répartis à travers la wilaya.

Y.A.

Contrats de travail aidés à Chlef Plus de 1 400 placements réalisés en 2017

PLUS de 1 400 placements dans le secteur économique ont été réalisés en 2017 à Chlef dans le cadre des Contrats de travail aidés (CTA), a-t-on appris lundi auprès de la directrice de l'Agence de l'emploi de la wilaya. «L'année 2017 a vu la réalisation de quelque 1 408 placements au titre des Contrats de travail aidés (CTA), sur un total de 9 000 postes d'emploi (dans différentes formules) disponibles au niveau de l'Agence de l'emploi de la wilaya de Chlef», a indiqué à l'APS M^{me} Torkia Douara, assurant que ce nombre de placements a permis un dépassement de l'ordre de 128% des objectifs fixés pour ses services. Par ailleurs, la responsable a fait part de l'introduction auprès des services de plus de 46 000 demandes d'emploi au 31 décembre 2017, contre 7 484 offres d'emploi dans les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'industrie notamment. Concernant l'accompagnement et l'orientation des demandeurs d'emplois, elle a fait état de l'organisation de 177 ateliers de formation au profit de 1 998 chômeurs, axés principalement sur la manière de rédiger un CV et de passer un entretien professionnel. Pour l'année 2018, l'Agence de l'emploi de la wilaya de Chlef va s'axer sur l'accompagnement des diplômés universitaires, au titre d'une convention signée avec l'université Hassiba-Ben Bouali et différents dispositifs de soutien à l'emploi, a-t-elle ajouté, précisant que cet accord profitera notamment aux jeunes porteurs de projets de micro-entreprises, susceptibles d'aider à la diversification de l'économie locale et à la création de nouvelles sources de richesses. A noter que l'Agence de l'emploi de Chlef est dotée d'un site électronique offrant la latitude, tant aux demandeurs d'emploi qu'aux employeurs, de s'inscrire via internet, ce qui permet, selon la même responsable, un «recensement exhaustif des offres et demandes d'emploi, tout en assurant une transparence dans l'orientation des demandeurs d'emploi».

R. R.



Tunisie

Les récentes mesures gouvernementales n'ont pas été prises sous pression sociale

■ Le ministre des Affaires sociales tunisien, Mohamed Trabelsi, a indiqué que les récentes mesures gouvernementales en faveur des familles démunies et des sans-emploi, n'ont pas été prises sous pression sociale, en allusion aux récents mouvements de protestation contre la loi de finances de 2018.

Par Amel N.

« **C**es mesures sont déjà prévues par le projet de loi relatif à la sûreté sociale soumis depuis novembre dernier à l'Assemblée des Représentants du peuple (ARP) qui garantit aux familles démunies un revenu minimum permanent, un logement social décent et une couverture sociale globale », a-t-il ajouté. Dans une interview accordée à Mosaique Fm, le ministre a fait savoir que 640 mille chômeurs bénéficieraient à partir de 2018 et dans tous les hôpitaux publics, d'une couverture sanitaire gratuite. Et d'ajouter qu'ils auront droit à 3 consultations par an et que les dossiers seront examinés d'une manière transparente afin de s'assurer s'ils remplissent les conditions ou pas. Selon lui, le montant de l'allocation octroyée à 250 familles nécessiteuses passera de 150 à 180 dinars tunisien et 210 dinars tunisien en fonction du nombre d'enfants. Il a été, également, décidé d'augmenter



à 180 dinars tunisien le montant de la pension de retraite des familles nécessiteuses. Cette décision, a-t-il dit, devrait profiter à plus de 40% de l'ensemble des retraités, soit 220 mille retraités. Outre ces décisions, il a évoqué la création d'une Caisse de crédit logement au profit des catégories à revenu variable, précisant

que cette mesure devrait cibler environ un demi-million de Tunisiens. L'objectif étant de garantir un logement décent à chaque famille. Le ministre des Affaires Sociales, avait annoncé une série de mesures sociales à l'issue d'un conseil ministériel tenu, samedi, au palais Edhafia de Carthage. Ces mesures tou-

chent essentiellement les familles nécessiteuses et les sans emploi. La Tunisie a connu la semaine dernière un mouvement de contestation sociale dans plusieurs villes après l'entrée en vigueur du budget 2018 qui prévoit des hausses de prix. Il a ensuite dégénéré en émeutes après la mort d'un homme

durant une manifestation à Tebourba à l'ouest de Tunis.

La situation «alarmante» exige une réforme de la loi de finances 2018

La situation en Tunisie est «alarmante» et exige que la nouvelle loi de finances pour 2018 prévoit des réformes de «toute urgence», ont affirmé des institutions internationales dont le Fonds monétaire international (FMI). Selon un rapport du FMI, la masse salariale en Tunisie, parmi les plus élevée au monde, représente presque 14,4% du PIB. La loi des finances 2018 a provoqué une vague de colère populaire en Tunisie tout au long de la semaine dernière. Des mouvements de protestation ont été enregistrés à travers le pays accompagnés par des affrontements nocturnes entre des policiers et des jeunes ayant profité de la situation pour commettre des actes de pillage et de vandalisme. Plus de 800 personnes ont été interpellées pour actes de pillage et de destruction de biens publics et privés. Pendant que les citoyens ont manifesté leur mécontentement quant à la hausse, entre autres, des prix des carburants, des cartes de recharge téléphoniques et de certains produits cosmétiques, les chefs d'entreprises ont également refusé une majoration de 1% de la TVA et d'autres augmentations du côté des tarifs douaniers appliqués à des produits importés. Le gouvernement tunisien entend utiliser une approche d'austérité en 2018, suivant certaines directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Cette dernière prévoit une croissance de 2,7% en Tunisie pour 2018, contre 3% selon les estimations du gouvernement de Youssef Chahed.

A.N./APS

Libye

Le bilan de l'attaque contre l'aéroport porté à 16 morts

Une source médicale a confirmé que le bilan des victimes de l'attaque survenue plus tôt à l'aéroport international de Tripoli, capitale de la Libye, s'est alourdi à 16 morts et 48 blessés, dont des civils. «Parmi les victimes, il y a des civils. Les blessés ont été transférés dans différents hôpitaux et cliniques de Tripoli», a déclaré Abdouddayem Al-Rabri, directeur de l'hôpital de terrain de Tripoli cité par l'agence Chine nouvelle. M. Rabri a lancé un appel aux médecins et assistants médicaux pour la prise en charge des blessés. La Force spéciale de dissuasion chargée de protéger l'aéroport a déclaré qu'un groupe armé a attaqué lundi matin l'aéroport international de Tripoli avec des armes lourdes. «La milice criminelle connue sous le nom de Bashir al-Baqarah et tous les criminels recherchés par la Force de dissuasion ont attaqué l'aéroport international après

s'être évadés (de prison) et avoir rejoint la milice», a informé la Force spéciale de dissuasion. La force a confirmé que la situation était désormais sous contrôle. Le directeur de l'Autorité de l'aviation civile, Nasr-Addin Shayeb al-Ain, a indiqué que l'aéroport a été temporairement fermé pour des raisons de sécurité. «La fermeture de l'aéroport était liée aux affrontements. Nous attendons que les combats s'arrêtent et que l'aéroport soit de nouveau sûr pour relancer le trafic aérien», a déclaré M. al-Ain cité par l'agence Chine nouvelle, soulignant que les vols ont été temporairement redirigés vers l'aéroport de la ville de Misrata, à environ 250 km à l'est de Tripoli. Le gouvernement soutenu par l'ONU a publié un communiqué condamnant l'attaque, qui «a menacé la vie des voyageurs, des habitants et la sûreté du trafic aérien». «Cette attaque avait pour but la libération de

terroristes de l'EI, d'Al-Qaïda et autres du centre de détention surveillé par la Force spéciale de dissuasion du ministère de l'Intérieur», a indiqué le gouvernement. «Ces actes avaient non seulement pour but de libérer les terroristes, mais tendaient également à entraver la transition politique dans le pays, et à obstruer les efforts locaux et internationaux de stabilisation de notre pays. Ces actes ne resteront pas impunis», souligne le communiqué. L'aéroport international de Tripoli a été le théâtre de fréquents affrontements et d'attaques armées, dont la plus récente remonte à octobre 2017. Mais l'attaque de lundi est la plus violente que l'aéroport ait connue à ce jour, car des hommes armés ont attaqué la plate-forme aérienne et la prison où des centaines de terroristes sont détenus depuis quelques années. Samir B.

Sahara occidental

L'ANC réitère sa position indéfectible au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le Comité exécutif du Congrès national africain (ANC), a réaffirmé son soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance, condamnant le retrait du Maroc du processus de paix conduit par l'ONU. A l'occasion de la célébration du 106e anniversaire de la création de l'ANC, le président du parti au pouvoir en Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a réitéré dans son discours, samedi, «le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à

l'indépendance». Le Comité a condamné aussi, à travers cette déclaration, «le retrait du Maroc du processus de paix, sous l'égide des Nations unies», appelant «l'ONU à ramener les deux parties à la table des négociations». Dans le même contexte, M. Cyril Ramaphosa, a relevé que l'ANC par sa «tradition politique internationale», partageait la souffrance des peuples qui vivent les guerres et les conflits, faisant part de l'entière solidarité et de l'engagement de son parti. «L'ANC réaffirme son engage-

ment à apporter un soutien concret au peuple palestinien opprimé», a-t-il martelé dans son discours. S'exprimant sur la situation en Afrique, le chef du Congrès national africain, a fait part de sa préoccupation quant au trafic d'êtres humains et à l'esclavage. Et d'assurer: L'ANC «travaillera avec ses partenaires sur le continent et ailleurs pour combattre ces pratiques». «Notre parti continuera de soutenir le processus de paix dans les pays africains comme le Soudan et le Soudan du Sud afin de trouver

des solutions durables aux questions en suspens ainsi qu'aux conflits frontaliers», a-t-il ajouté. Il a, en outre, salué l'engagement des organisations qui participent activement au travail de solidarité internationale et à l'aide humanitaire. Par ailleurs, le président de l'ANC, a appelé les Etats-Unis à lever l'embargo économique contre Cuba, le qualifiant d'«illégal». La célébration de la création de l'ANC, a été marquée par la participation de l'Ambassadeur de la République arabe démocratique sahraoui

en Afrique du Sud, Radhi al-Bachir Asghayar et des membres du corps diplomatique accrédités. Le Parti du Congrès national sud africain (ANC), a été fondé en 1912 par un groupe de personnalités éminentes opposées à la politique de discrimination raciale du pays, notamment le regretté Nelson Mandela et Oliver Tambo. Cyril Ramaphosa, 65 ans, a été élu en décembre dernier à la tête du Parti du Congrès national africain (ANC), succédant au chef de l'Etat Jacob Zuma. R.M.



Proche-Orient

Les dirigeants palestiniens pour une suspension de la reconnaissance d'Israël

■ Un organe clé de l'OLP a voté lundi en faveur de la suspension de la reconnaissance d'Israël, une mesure qui remettrait en cause l'un des principes fondateurs de l'effort de paix déjà très mal en point avec les Israéliens.

Par Rosa C.

Cet appel a été lancé au terme d'une réunion de deux jours à Ramallah en Cisjordanie du Conseil central de l'OLP, l'un des organes de cette organisation internationalement reconnue comme la représentante de tous les Palestiniens. La réunion, en présence du président palestinien Mahmoud Abbas, avait été convoquée à titre extraordinaire pour répondre à la décision annoncée le 6 décembre par le président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël, un coup porté selon les Palestiniens à leur cause. En ouvrant la réunion dimanche, Mahmoud Abbas – qui a voté pour la réso-

lution – avait qualifié de «*gifle du siècle*» les efforts de paix annoncés par Donald Trump. Lors du vote, le conseil central de l'OLP a «*chargé le Comité exécutif de l'OLP suspendre la reconnaissance d'Israël jusqu'à ce que ce dernier reconnaisse l'Etat de Palestine dans ses frontières de 1967, annule l'annexion de Jérusalem-Est et cesse ses activités de colonisation*», selon un communiqué. Ce vote a recueilli 74 voix pour, 2 contre et 12 abstentions, a constaté un journaliste de l'AFP. Le Comité exécutif, dirigé par M. Abbas, est la seule instance habilitée à prendre les décisions engageant les Palestiniens dans le cadre du processus de paix avec Israël. En 2015, un vote du conseil cen-



tral de l'OLP en faveur de la suspension de la coordination sécuritaire avec Israël n'avait pas été suivi d'effet.

Avant le vote de lundi soir, un discours courroucé de M. Abbas avait donné dimanche le ton de la réunion. «*L'affaire du siècle s'est transformée en claque du siècle*», avait tonné M. Abbas, en référence à la volonté proclamée de M. Trump de presider à «*l'accord (diplomatique) ultime*» entre Israéliens et Palestiniens. Les Etats-Unis sous M. Trump se sont discrédités dans le rôle de médiateurs, les Palestiniens rejettent le plan que Washington est censé présenter à une échéance encore indéfinie et toutes les options sont sur la table, avait énuméré M. Abbas. «*Il n'y a plus d'Oslo*», par la faute d'Israël, avait-il martelé en évo-

quant le processus engagé en 1993 et censé conduire à une paix négociée entre Palestiniens et Israéliens. Ces accords généralement considérés comme préfigurant la création d'un Etat palestinien sont restés une des références de l'effort de paix.

Dix-sept Palestiniens, le dernier en date lundi, ont été tués dans des violences depuis l'annonce de la décision américaine le 6 décembre. Les Palestiniens voient dans la décision de Donald Trump, en rupture avec des décennies de diplomatie internationale, un déni de leur revendications sur Jérusalem-Est annexée et occupée. Mais elle est aussi, à leurs yeux, la manifestation la plus flagrante du parti pris pro-Israélien de la Maison-Blanche. Depuis son entrée en fonctions il y a un an,

M. Trump s'est gardé de soutenir la création d'un Etat palestinien. Son administration est restée très discrète sur la colonisation israélienne et a été près de fermer le bureau de l'OLP à Washington. Elle menace à présent de couper l'aide aux Palestiniens parce qu'ils refuseraient de négocier. «*Quand avons-nous refusé?*», s'est indigné M. Abbas. «*Que Dieu détruise votre maison*», a-t-il lâché à l'adresse de M. Trump, employant un juron arabe courant. Les Palestiniens ont gelé les contacts avec l'administration Trump. Le vice-président américain Mike Pence se rendra à Jérusalem la semaine prochaine, mais ne devrait rencontrer aucun dirigeant palestinien. Le mouvement islamiste Hamas, qui ne fait pas partie de l'OLP et a décliné l'invitation au conseil central, a plus tôt dans la journée accusé M. Abbas de «*ne pas satisfaire les ambitions de notre peuple*».

En réaction aux déclarations de dimanche de M. Abbas, le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman a accusé le président palestinien d'avoir «*perdu l'esprit*».

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, actuellement en Inde, a lui déclaré que M. Abbas «*a dit la vérité que je ne cesse de répéter depuis de longues années: le conflit avec les Palestiniens résulte de leur refus constant de reconnaître l'Etat des juifs quelles qu'en soient les frontières*».

Rosa C.



Points chauds

Dette

Par Fouzia Mahmoudi

Benjamin Netanyahu avait gagné la sympathie de beaucoup d'Israéliens il y a quelques semaines lorsqu'il semblait être à l'origine (en partie) de la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, mais depuis les choses ont radicalement changé pour le Premier ministre de l'Etat hébreu. En effet, depuis quelque temps, le samedi soir, à la fin du shabbat, des milliers de manifestants se retrouvent à Tel-Aviv, entre le boulevard Rothschild et la place Habimah, pour clamer leur ras-le-bol de la corruption qui, selon eux, gangrène le gouvernement israélien et son chef du gouvernement. Des rassemblements et des défilés baptisés «*marche de la honte*», où se mêlent jeunes et plus âgés, qui battent le pavé en famille ou entre amis. Les pancartes et banderoles ne font pas dans le détail : «*Dehors, les corrompus*» ; «*La corruption, ça suffit !*» ; «*Benjamin Netanyahu, dehors !*». Or, depuis une semaine la diffusion d'un enregistrement audio de Yair Netanyahu et de deux de ses copains, de retour d'une virée un vendredi soir dans les boîtes de striptease de Tel-Aviv, est dans toutes les têtes. Et notamment à cause de la petite phrase lancée au fils de Kobi Maimon, un magnat du gaz : «*Mon père a arrangé un deal de 20 milliards de dollars à ton père, alors, mon pote, tu peux bien m'avancer 400 shekels (100 euros) !*» À l'initiative de l'un des organisateurs, l'avocat, publiciste Eldad Yaniv, la foule des manifestants, ils étaient 12 000, s'est rendue devant l'appartement de la famille Maimon, situé boulevard Rothschild. Des contre-manifestants de droite les attendaient. Insultes et noms d'oiseaux ont été échangés, mais la police est intervenue avant que les choses ne dégénèrent. Parmi les marcheurs, certains portaient un masque représentant le fils de Netanyahu. Ce mouvement anticorruption a commencé il y a plus d'un an. Il se réunissait alors à Petah Tikva, une ville de plus de 235 000 habitants, à une dizaine de kilomètres à l'est de Tel-Aviv, puis ont fini par se déplacer dans la capitale. Des riverains ont protesté contre «*l'enfer qu'ils vivaient chaque samedi soir*». Un conseiller municipal a même fait appel près la Haute Cour de justice pour qu'elle décrète l'illégalité de la manif et l'interdise. Au mois d'août dernier, Yaniv et Naftali ont été un court instant arrêtés par la police. Quelques semaines plus tard, en octobre, le jugement de la Haute Cour tombait. Sa présidente, la juge Esther Hayot, concluait : «*La critique de l'Etat et des personnalités publiques est au cœur de la démocratie. Personne n'est à l'abri de la critique, y compris les juges et le procureur de l'Etat. Ces manifestations concernent donc le droit à la liberté d'expression, essentiel dans un Etat démocratique.*» Et aujourd'hui ces manifestants semblent décidés à faire tomber Netanyahu, un vétéran de la politique, qui a exercé la fonction de Premier ministre plusieurs fois, et qui semble toujours à même de se débarrasser de toute accusation embarrassante. Mais cette fois-ci pourrait bien être celle qui terminera sa carrière. Reste à savoir si Netanyahu un dernier atout dans sa manche ou s'il devra cette fois-ci, toute comme Ehud Olmert, condamné par la justice pour corruption, payer sa dette à la société ou s'il arrivera à passer entre les mailles de la justice.

F. M.

Hong Kong

Trois militants prodémocratie contestent en justice leur emprisonnement

Trois des leaders du «*Mouvement des parapluies*» ont contesté hier devant la justice leur condamnation à des peines de prison pour leur rôle dans cette mobilisation prodémocratie de 2014 à Hong Kong. La condamnation en août de Joshua Wong, Nathan Law et Alex Chow à des peines allant de six à huit mois d'incarcération avait été interprétée comme un nouveau coup porté à ceux qui militent pour des réformes politiques dans l'ex-colonie britannique. Cet emprisonnement avait été consécutif à un appel du ministère public qui demandait des peines plus lourdes que celles décidées en première instance. La décision du gouvernement de réclamer une plus grande sévérité contre MM. Wong, Law et Chow avait été perçue comme un nouveau signe de l'ingérence grandissante de Pékin dans les affaires intérieures hongkongaises, en violation du principe «*Un pays, deux systèmes*» qui avait présidé à la

rétrocession du territoire à la Chine en 1997 par les Britanniques. Les trois hommes avaient été libérés sous caution dans l'attente de l'examen de leur pourvoi devant la Cour d'appel final, plus haute juridiction hongkongaise, un recours qu'ils ont présenté comme un test de l'indépendance de la justice hongkongaise. «*Nous avons maintenant l'opportunité de voir comment les tribunaux de Hong Kong vont se positionner sur la question de la désobéissance civile*», a déclaré aux journalistes avant l'audience Joshua Wong, 21 ans. Il a ajouté que même si on le renvoyait derrière les barreaux, les Hongkongais continueraient de se battre pour la démocratie. Un des conseils de la défense, Robert Pang, a déclaré au tribunal que la décision en appel avait un caractère «*effrayant*» pour la jeunesse. «*Nous devons nous retenir de décourager les jeunes personnes idéalistes d'exprimer leur point de vue, alors qu'elles ne le font*

pas pour leur propre bnfice», a-t-il dit. Le juge Geoffrey Ma a estimé de son côté que les manifestants ne devaient pas «*dépasser les limites*» quelles que soient leurs motivations. Mais il s'est aussi demandé si les juges n'avaient pas fait en appel «*une erreur de principe*», des peines d'emprisonnement n'étant en général pas prononcées dans le cas de rassemblements illégaux. L'affaire a été ajournée à une date qui n'a pas encore été fixée. Les trois avaient été condamnés pour leur rôle dans un rassemblement jugé illégal, le 26 septembre 2014. Les manifestants avaient escaladé des barrières métalliques et étaient entrés dans Civic Square, une place située dans un complexe gouvernemental. Cette action avait déclenché des manifestations plus importantes ; et deux jours plus tard débutait le mouvement prodémocratie de masse, quand la police avait tiré du gaz lacrymogène dans la foule qui s'était protégée à l'aide de parapluies.



Musée Zabana d'Oran

Exposition du photographe mexicain Andres Aléjos



■ Le Musée public national «Ahmed Zabana» d'Oran abrite depuis lundi une exposition de photos du mexicain Andres Alejos mettant en exergue des similitudes de sites historiques et naturels entre l'Algérie et le Mexique.

Par Adéla S.

L'exposition, qui se poursuivra jusqu'à vendredi prochain, comprend une vingtaine de photographies en noir et blanc prises par l'artiste lors de sa visite à Oran et sa tournée à Tlemcen, Ghardaia et

Constantine. Le photographe Andres Alejos a axé ses photos sur les similitudes entre les deux pays pour ce qui est des sites dans certaines régions de l'Algérie le long de la côte Kristel (Oran) et leurs semblables au Mexique, notamment à Guadalajara, a-t-il fait observer. Ces œuvres artistiques présentent des points similaires entre les deux pays qui apparaissent clairement dans les monuments historiques et naturels, même dans la sculpture utilisée en artisanat et en architecture en dépit de la distance et les différences de culture, des coutumes et traditions, selon M. Alejos. Ces similitudes remontent aux époques d'occupation espagnole et française en Algérie et au Mexique, a expliqué l'artiste qui est aussi architecte. Andres Alejos exposera au Mexique les photos prises dans des sites archéologiques à Oran, qu'il compte publier dans un ouvrage. L'artiste a exposé dans plusieurs pays dont les Etats unis d'Amérique.

A. S./APS

Mostaganem, capitale du théâtre

Lancement de la semaine théâtrale de la wilaya d'El Tarf

La semaine culturelle théâtrale de la wilaya d'El Tarf a été lancée dimanche soir au théâtre régional «Djillali Benabdelhalim» dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre».

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, devant se poursuivre jusqu'au 18 janvier en cours, a été marquée par la présentation d'un monologue intitulé: «Cocktail» du comédien Réda Daoudi, dont la prestation

a été longuement ovationnée par le public. Plusieurs représentations sont prévues durant cette manifestation au grand plaisir du public. L'association «El Manara» d'art théâtral pour enfants proposera mardi un spectacle intitulé : «Faracha Maghroua» (le papillon orgueilleux). Le même jour, le dramaturge Amar Slimi présentera un monologue «Kalam fi Kouffa». La troisième journée verra la présentation d'une

deuxième pièce pour enfants par l'association «El Manara», intitulée «Zaraa El Mahaba oua Taaoune» à la maison de jeunes de la commune de Kheredine alors que le public du théâtre Djillali Benabdelhalim suivra un spectacle «Rahaya» de Réda Daoudi. Cette semaine culturelle sera clôturée mercredi par un monologue du comédien Amar Slimi intitulé «Li Khta» à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki. Pour rap-

pel, la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre», lancée en mars 2017, devra se poursuivre durant une année entière sous le slogan : «Célébrons la ville, célébrons le théâtre». Des semaines culturelles théâtrales de Constantine, Annaba, Batna, Tissemsilt, Mascara, Aïn Defla, Souk Ahras, Tizi Ouzou, Tlemcen, Chlef et Boumerdès ont été déjà organisées, rappelle-t-on.

A. S.

Farid Ferragui :

La consécration de Yennayer jour férié est «un pas de géant»

Une des figures de la chanson sentimentale d'expression kabyle, Farid Ferragui, a estimé lundi à Oran que la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika de consacrer le 12

janvier jour férié, chômé et payé est «un pas de géant». Animant une conférence de presse à la veille d'un gala prévu vendredi prochain à la salle de cinéma Maghreb d'Oran, l'artiste a souligné que l'officialisation de Yennayer jour férié est «un pas de géant contribuant à réunir tous les Algériens autour de leur identité sans complexe». Farid Ferragui présentera un cocktail de ses chansons à caractère sentimental et dont les thèmes s'inspirent du quotidien algérien et du patrimoine amazigh, a-t-il indiqué, ajoutant qu'il compte

régaler le public oranais qu'il rencontrera pour la première fois. Par ailleurs, cet artiste considéré comme l'un des doyens de la chanson sentimentale kabyle devra ensuite animer des soirées à Paris (France) en mars prochain et à Montréal (Canada) et à Philadelphie et à San Francisco aux Etats-Unis en avril prochain, a-t-il annoncé lors de cette conférence de presse tenue au siège de l'association culturelle «Numidia» d'Oran.

Le chanteur détient un répertoire de 22 albums à travers son

parcours artistique s'étalant sur 40 ans. Il devra lancer son dernier album en 2019. Le gala prévu à Oran est initié par l'association culturelle «Numidia» avec la contribution de l'APC et l'Office national de la culture et de l'information (ONCI).

Ce gala devra clôturer la première édition de la semaine culturelle amazighe, organisée par la direction de la culture et l'association précitée avec la contribution de plusieurs autres secteurs à l'instar de l'éducation et la jeunesse et des sports.

Racim C.

Connu pour «Oh Happy Day»

La star du gospel Edwin Hawkins est mort à 74 ans

Le créateur de la version moderne de succès planétaire de la chanson «Oh Happy Day» en 1969, est décédé lundi soir en Californie après une longue bataille contre un cancer du pancréas. Considéré comme l'un des fondateurs de la musique gospel moderne, Hawkins est décédé lundi dans sa maison de Californie à la suite d'un cancer du pancréas, ont indiqué les médias américains, citant son agent Bill Carpenter.

Chanteur, mais également compositeur, claviériste, arrangeur et maître de chœur, Hawkins venait d'une famille de musiciens. Sa mère était pianiste et son père jouait de la guitare hawaïenne. C'est dans les années 60 que Hawkins fonde la

Northern California State Youth Choir, avec lequel il sort quelques années plus tard un premier album qui mêle le gospel au R'n'B. «Ma mère avait un vieux livre de chansons et j'avais le talent de les réarranger».

Dans ce premier album figure «Oh Happy Day», qui, d'abord repéré par un DJ local, devient rapidement un énorme succès avec plus de sept millions de disques vendus. Le titre est à l'origine un hymne religieux du XVIII^e siècle. Mais c'est Edwin Hawkins qui en crée pour son groupe la version actuelle, avec ses deux voix qui se répondent. Selon lui, rien ne laissait deviner qu'un tel engouement se créerait autour de «Oh Happy Day». «Il y avait de meilleures chansons sur

l'album». Et pourtant, le titre permet au chanteur et à sa troupe de gagner finalement un Grammy dans la catégorie de meilleure musique de gospel. «Oh Happy Day» a ensuite été reprise par de nombreux piliers de l'industrie musicale, tels qu'Elvis Presley, Aretha Franklin et Glenn Campbell.

Autre consécration pour le maître du gospel, la reprise iconique de Whoopi Goldberg dans le film culte Sister Act, en 1992.

Au cours de sa carrière, Edwin Hawkins a remporté trois autres Grammys. «Je ne pensais pas me lancer dans l'industrie de la musique et je ne cherchais pas à signer chez une maison de disques», confiait-il

F. T.

Tébessa 50 cartes professionnelles remises à des artistes

CINQUANTE cartes professionnelles ont été remises à des artistes et écrivains de la wilaya de Tébéssa.

Ces cartes ont été remises à leurs destinataires en marge de la cérémonie de clôture de la semaine du patrimoine amazigh tenue dimanche soir à la maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébéssa en présence du président du Conseil national des arts et des lettres (CNAL), Abdelkader Bendamèche. Environ 8 000 cartes d'artistes donnant notamment accès à la sécurité sociale ont été distribuées à ce jour, a indiqué M. Bendamèche, notant qu'un second lot de cartes dont les dossiers sont actuellement à l'étude au niveau du CNAL sera prêt dans «au plus tard dans un mois». Les artistes bénéficiaires ont appelé à l'occasion à activer ses cartes en coordination avec les diverses instances pour permettre à leurs titulaires de bénéficier des avantages inhérents.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)

Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lallel. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Salle des Actes de l'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalfa, Alger)

Jusqu'au 25 janvier :

A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

Maison de la culture de Médéa

Mardi 16 janvier à 18h :
Spectacle d'une troupe hongroise.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

Mercredi 17 janvier à 18h :
Spectacle d'une troupe hongroise.

Vendredi 19 janvier à 19h :
L'ambassade d'Espagne, l'Institut Cervantès, l'Institut français et l'Institut culturel italien d'Alger, en collaboration avec le ministère de la Culture algérien et l'association Ecume, organisent le concert «Figures sonores» avec Dúo Icarus.



Coup-franc direct

Les entraîneurs, ces serpillières !

Par Mahfoud M.

Encore une fois, les dirigeants de clubs de football en Algérie ont montré toute leur bassesse en essayant leurs incompétences sur les entraîneurs qui, telles des serpillières, sont changés à chaque fois. Ainsi, le MOB a changé pour la troisième fois d'entraîneur alors qu'il est censé jouer l'accession en Ligue I Mobilis. Biskri qui avait réussi pourtant un bon début de parcours avait été limogé par la direction au premier échec. A suivi ensuite Sebaâ qui n'a tenu qu'un seul match avant d'être limogé à son tour. Le club de Yemma Gouraya a ensuite fait appel à Bouarata et les observateurs pensent qu'il ne pourra pas tenir plus de cinq à six matchs, surtout qu'il est connu pour sa rigueur. Est-il normal pour un club qui souhaite jouer les premiers rôles et revenir au premier plan ? Mais cela est devenu malheureusement chose courante. Les instances gérant le football national devraient pourtant imposer le respect de ces techniciens en exigeant un maximum de deux licences par club pour les entraîneurs. De cette manière, ils ne limogent pas aussi facilement les coaches. Ces derniers devraient se regrouper aussi autour d'un syndicat qui imposera une certaine ligne de conduite et fera que les clubs ne les rabaisseront pas de cette manière.

M. M.

Mercato d'hiver L'USMBA et l'USMB ont consommé les licences permises

L'USM BEL-ABBES et l'USM Blida sont devenues les premiers clubs de la Ligue 1 Mobilis de football à consommer, jusque-là, les quatre licences autorisées lors de l'actuel mercato d'hiver qui prend fin ce lundi à minuit. Les deux clubs de l'élite, qualifiés samedi dernier pour les 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie, ont utilisé ainsi l'ensemble des licences autorisées par la Fédération algérienne (FAF), qui a décidé lors de la dernière réunion de son bureau fédéral de porter à quatre, au lieu de trois, le nombre de joueurs pouvant être engagés par chaque club lors du mercato. L'USMBA et l'USMB encouraient le risque de se voir interdire le recrutement cet hiver en raison de leurs dettes cumulées envers leurs joueurs, avant que cette interdiction ne soit levée après avoir régularisé leur situation. D'autres clubs tels que le MC Oran, la JS Saoura ou encore le

NA Hussein-Dey, qui comptent trois nouvelles recrues chacun, peuvent rejoindre l'USMBA et l'USMBA avec quatre nouveaux éléments. Le marché des transferts d'hiver va vivre d'ici sa clôture ses derniers mouvements. Le défenseur international Essaïd Belkalem serait sur le point de revenir à la JS Kabylie alors que le milieu offensif d'Angers SCO (France) Youcef Belaïli est annoncé au MC Alger ou à l'USM Alger, selon les derniers rapports de presse. Le Paradou AC constitue l'exception dans un mercato relativement calme cette saison. Le club algérois s'est passé, encore une fois de cette période, se contentant de puiser dans son réservoir pour se renforcer ou encore prêter ses joueurs comme ce fut le cas avec le milieu offensif Lyes Benyoucef, prêté à la JSK pour 18 mois. et Ahmed Gaâga au CS Constantine également pour 18 mois.

Cyclisme/La Tropicale Amissa Bongo (1^{re} étape) Reguigui à la 3^e place

LE COUREUR algérien Youcef Reguigui a pris la 3^e place de la première étape de la course cycliste La Tropicale Amissa Bongo au Gabon (15-21 janvier), longue de 146 kilomètres entre Kango et Lambaréné. Le sociétaire de l'équipe algéro-belge Sovac-Natura4Evera a franchi la ligne d'arrivée au sprint avec un temps de 03h41:52, derrière Adrien Petit (FRA/Direct Energie) et le vainqueur de l'étape l'Allemand Lucas Carstensen (GER/Bike Aid), avec le même temps. La deuxième étape devait être disputée hier entre Ndendé et

Fougamou (175 km). La formation algéro-belge «Sovac-Natura4Evers», classée en division UCI Continentale, s'est fortement renforcée avec la présence des coureurs de renom comme l'Italien David Rebelin et l'Algérien Youcef Reguigui qui courait jusque-là au sein de la formation World Tour «Dimension Data». Cette équipe est formée de six coureurs : Youcef Reguigui (Algérie), Islam Mansouri (Algérie), Mohamed Bouzidi (Algérie), Evrard Laurent (Belgique), Alexander Geuens (Belgique) et Deriaux Florian (France).

Coupe d'Algérie de football

Le tirage au sort des huitièmes et des quarts se tiendra le 23 janvier

LE TIRAGE au sort des 1/8^e et 1/4 de finale de football seniors sera effectué le mardi 23 janvier au Centre international des congrès Abdelatif-Rahal, à Alger (18h00), a annoncé lundi la Fédération algérienne (FAF).

Les 16^e de finale de l'épreuve populaire se sont poursuivis ce lundi avec l'affiche entre la JS Saoura et l'ES Sétif (17h00), alors que l'USM Alger devait accueillir le CS Constantine hier au stade Omar-Hamadi (16h00)

Ballon d'Or 2017 Faouzi Ghoulam succède à Mahrez

■ Le défenseur international algérien du SSC Naples (Serie A italienne), Faouzi Ghoulam, a arraché le trophée du Ballon d'Or 2017 du meilleur footballeur algérien, à l'occasion du sondage organisé par les quotidiens sportifs «Le Buteur» et «El-Haddaf», lundi soir à l'Opéra «Boualem-Bessaih» d'Alger.

Par Mahfoud M.

Ghoulam succède ainsi au palmarès des distinctions à Riyad Mahrez (Leicester City), sacré du ballon d'Or 2016. Il a reçu sa récompense des mains de l'ancien latéral gauche du Milan AC (Italie), Paolo Maldini, l'invité de marque de cette 17^e édition de Ballon d'Or. La cérémonie de remise des trophées a été rehaussée par la présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Oud Ali, de la Culture, Azzedine Mihoubi, de la Communication, Djamel Kaouane et des Ressources en eau, Hocine Necib, ainsi que le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et plusieurs personnalités sportives. «Je remercie vraiment "Le Buteur" et "El Haddaf" pour cette superbe cérémonie, mais aussi tous ceux qui ont voté pour moi. Un grand merci à tous les Algériens et à toutes les personnes qui me soutiennent. Ce nouveau trophée me procure beaucoup de joie et va me donner encore plus de motivation pour continuer à travailler et progresser davantage. C'est une très belle récompense, mais je sais que sans l'aide de mes coéquipiers et de mes parents, je n'aurais sans doute jamais pu recevoir ce trophée du Ballon d'Or», a déclaré le Ballon d'Or 2017 à l'issue de la cérémonie de remise de trophée. «Aujourd'hui, tout ça conforte mon choix et je suis vraiment très heureux de partager de tels moments dans mon pays. J'ai vraiment passé de très bons moments et je vous en remercie encore. Je ne peux pas dire que je m'attendais à être sacré, notamment avec la blessure contractée le mois de novembre dernier. J'étais vraiment déterminé et je n'ai rien lâché. Là maintenant, je ne peux dire que Dieu merci, mais je sais que le plus dur débute à peine. A moi de confirmer et progresser davantage», a ajouté l'international algérien de 26 ans. «Ce pre-



Ghoulam, meilleur joueur algérien

mier trophée du Ballon d'Or me donne plus d'envie et de force pour progresser et aller de l'avant. Toutes ces récompenses personnelles me procurent un immense bonheur, mais le plus important reste le collectif. Je remercie tous ceux qui ont contribué à la réussite de cet événement, en particulier El Haddaf, sans oublier mes parents. C'est une grande récompense pour ma jeune carrière de footballeur et en présence de l'un des meilleurs arrières gauches de l'histoire de football, à savoir Paolo Maldini». Le prix spécial de cette 17^e édition a été attribué à quatre athlètes de la sélection algérienne handisport, à savoir les frères Baka Abdelatif et Fouad, respectivement, champion du monde et médaillé d'argent du 1500m (T13) à Londres, à Nassima Saïfi, championne du monde du lancer de poids (F57) à Londres et Mohamed Berrahal, champion du monde du 400 mètres fauteuil des mondiaux de para-athlétisme de Londres en classe T51. Cette cérémonie a été l'occasion pour rendre un vibrant hommage à titre posthume aux frères défuntés, Rachid Khelouati, l'ancien président de la première Ligue nationale de football (LNF) et de l'USM Alger et Amar Rouai, l'ancien joueur et

figure emblématique de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN). Le champion d'Algérie en titre, l'ES Sétif, s'est vu décerner le trophée de la meilleure équipe de la saison 2016-2017, alors que l'ex-entraîneur du CR Belouizdad, le Marocain Badou Zaki, a reçu le titre du meilleur entraîneur pour son sacre en Coupe d'Algérie. Le trophée du meilleur gardien a été remis à Abdelkader Salhi (CR Belouizdad), alors que celui du meilleur joueur local est revenu au milieu de terrain de l'ES Sétif, Abdelmoumen Djabou. L'attaquant du NA Hussein-Dey a reçu le trophée du meilleur buteur (14 buts). Le milieu international de Naples, Adam Ounas et le milieu de terrain du FC Empoli (Serie B italienne), Ismaël Bennacer, ont reçu les trophées «Révélation de la sélection», alors que le défenseur international, Youcef Attal (KV Courtrai/Belgique), a été désigné meilleur joueur espoir de la saison. Un Ballon d'Or honorifique a été attribué à trois footballeurs de la sélection algérienne ayant marqué les années 80, à savoir Rabah Madjer, Salah Assad et Lakhdar Belloumi.

M. M.

Leicester City Puel refuse de libérer Mahrez maintenant

L'entraîneur du FC Leicester, Claude Puel, a estimé lundi que l'international algérien Riyad Mahrez pourrait valoir 100 millions de livres cet été, à l'image des derniers transferts en Premier League qui ont franchi la

barre des 100 millions de livres au cours des 18 derniers mois. «C'est de la spéculation et nous ne pouvons pas répondre à toute la spéculation avec des informations. Peut-être, en été, il coûtera encore plus de 100 millions de livres sterling», a déclaré Puel lors d'une conférence de presse. «C'est toujours la même chose à propos de Riyad, ce ne sont que des rumeurs, du bruit autour de lui et d'autres joueurs», a-t-il ajouté. Mahrez a demandé à quitter Leicester l'été dernier, mais seul le club italien Roma avait fait des offres fermes, avec une dernière de 32 millions de

livres fermement rejetée par les anciens champions de Premier League. En cette période de mercato hivernal, plusieurs clubs dont Arsenal, Chelsea, Barcelone et Roma, ont montré leur intérêt pour l'Algérien de 26 ans. La Premier League a vu un certain nombre de transferts de haut niveau approcher et même franchir la barre des 100 millions de livres au cours des 18 derniers mois, avec notamment le Néerlandais Virgil van Dyke à Liverpool à 84 millions d'euros et le Brésilien Philippe Coutinho à 160 millions d'euros.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Deux morts et deux blessés dans deux accidents de la route

DEUX personnes ont été tuées et deux autres blessées dans deux accidents de la route survenus avant-hier à Tizi Ouzou, avons-nous appris de la Protection civile. Le premier accident s'est produit en début de soirée du lundi sur la RN 30, à hauteur du col de Tizi N'Kouilal dans la commune d'Iboudrarène (40 km au sud-est de Tizi Ouzou). A l'origine du drame, le renversement d'un camion suivi d'une chute dans un ravin cau-

sant le décès de son conducteur, un homme âgé de 40 ans. Alors que deux personnes, âgées de 43 et 23 ans, se trouvant à bord du même véhicule, ont été blessées. Le second accident, survenu lundi vers 23h au village Tizit, dans la commune d'Illiltten (50 km au sud de Tizi Ouzou), trouve son origine dans le renversement d'un véhicule léger suite auquel un homme de 69 ans est décédé.

Hamid M.

El Kala

Saisie de près de 1 400 kg de poissons avariés

LES SERVICES de la Police judiciaire relevant de la daïra d'El Kala (El Tarf) ont saisi 1 335 kilogrammes de poissons impropres à la consommation, destinés à la contrebande, a révélé hier le chargé de communication à la sûreté de wilaya. La marchandise saisie a été interceptée lundi soir, au niveau de deux véhicules, à bord desquels se trouvaient trois contrebandiers qui s'approprièrent à l'écouler sur les marchés d'El Tarf et Annaba, a-t-on indiqué. Cette opération de lutte contre la contrebande a été effectuée en étroite collaboration avec les services de la Brigade

de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya d'El Tarf, a-t-on précisé, signalant que le contrôle vétérinaire effectué a déclaré impropre à la consommation la quantité de poissons saisie. Un dossier judiciaire a été, par ailleurs, élaboré à l'encontre des contrebandiers et transmis au tribunal d'El Kala. Poursuivis pour association de malfaiteurs, contrebande de poisson et commercialisation de produits alimentaires impropres à la consommation, les trois acolytes, issus de la wilaya d'El Tarf, ont été placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu. Safy T.

Les 17 et 18 janvier

Suspension de l'eau potable dans quatre communes d'Alger

L'ALIMENTATION en eau potable sera suspendue dans quatre communes de la wilaya d'Alger du mercredi 17 janvier à 4h00 jusqu'à jeudi 18 janvier à la même heure pour raisons de travaux, a indiqué hier un communiqué de la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (Seaal).

Les quatre communes concernées sont :

- Oued Koriche (cité Djenane Hacène, cité 64 logements, Climat de France, Fontaine fraîche, Diar el Kef, Tarek Ibn Ziad, Scotto Nadal et la partie basse de Frais vallon).

- Bab el Oued (boulevard Colonel Lotfi, rue Rabah Bissas, rue Abdelkader Abdoun et boulevard Saïd Touati).

- Casbah (boulevard Mohamed Taleb, ministère de la Défense nationale, hôpital Aït Idir et la rue du Docteur Bentami).

- Alger-Centre (frères Bellili, Mouzaoui, Benacer, Sfindja, Aïn Zeboudja, chemin Laperlier, Frantz Fanon, chemin des Sept merveilles, Yahia Ferradi, chemin Pouyane, 118 boulevard Krim Belkacem, Hôtel El Aurassi, cité des Fonctionnaires, chemin Sidi Brahim, chemin Aknouche et l'immeuble aéro-habitat). Khelil Y.

Tizi Ouzou

Vol à main armée à l'agence postale de Timizart

LE BUREAU de poste de Souk El-Had, dans la commune de Timizart, a fait l'objet, hier matin, d'un vol à main armée, œuvre d'un individu au visage encagoulé, avons-nous appris de sources locales. Il était peu avant 8h, heure d'ouverture de ce guichet d'Algérie Poste du chef-lieu communal, quand l'assaillant s'est présenté devant la porte de l'agence en tapant à la porte avant que l'un des

employés ne lui ouvre, pensant à un citoyen ayant besoin d'un service au niveau de leur guichet. L'assaillant a alors brandi son arme en direction du receveur, lui intimant l'ordre de vider le coffre. Une fois son forfait accompli, l'individu, qui aurait agi seul, a pris la fuite. Nos sources font état d'un butin de près d'un milliard de centimes.

H. C.

LA CRISE LIBYENNE TOUJOURS SANS ISSUE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Education à Béjaïa

Grève illimitée, la Fédération des parents d'élèves réagit

■ Le Cnapeste passe à l'action. Il a enclenché depuis hier une grève illimitée...

Par Hocine Cherfa

«**O**utre le non-respect du délai pour la satisfaction des revendications, les ponctions sur salaires décidées par le ministère de tutelle ont provoqué la colère du syndicat qui s'étonne de la volte-face de la direction de l'éducation et de la tutelle puisque une réunion avait été tenue pour le rattrapage des heures et programmes non dispensés en raison des mouvements de grève précédents», a déclaré hier Slimane Zenati, coordinateur du Cnapeste de Béjaïa. Pour rappel, la décision de passer à la grève avait été prise lors du conseil de wilaya du mois courant. Le syndicat «dénonce vigoureusement la volte-face de la direction de l'éducation qui, sur injonction du ministère de tutelle, vient de piétiner ses engagements en optant pour des ponctions provocatrices sur salaires». Selon M. Zenati, la grève a été massivement suivie, à 84% à travers la wilaya. «Nous avons rencontré et discuté jeudi dernier avec l'inspecteur de l'administration générale du ministère de l'Education qui a été dépêché par Madame la ministre. Ce dernier a reconnu la justesse de nos revendications et leur légitimité et également le blocage des dossiers liés à la carrière des enseignants par rapport à d'autres wilayas», ajoute notre interlocuteur. Outre cette grève, le syndicat compte observer un rassemblement aujourd'hui

devant le siège de la Direction de l'éducation. Pour le Cnapeste, «au lieu de tendre à créer un climat d'apaisement et de travailler au règlement des dossiers posés, la Direction de l'éducation s'ingénie à trouver des échappatoires et à ajourner le règlement des dossiers en souffrance», lit-on dans une déclaration qui nous a été transmise récemment. Et de s'interroger ensuite sur «les milliers de situations administratives et financières en instance, l'assainissement et la régularisation du dossier du logement, la mise en service du siège de la médecine du travail, le manque de moyens pédagogiques et didactiques, le mauvais fonctionnement d'un certain nombre d'établissements des trois paliers...». Dans ce sens, il est fait état de blocages, dont certains remontent à plus de cinq années. «De tous les actes administratifs déposés au niveau du contrôle financier, seuls moins de 20% ont été visés, faisant fi ainsi du respect des délais», fait-on observer. Il est ensuite rappelé que le Cnapeste-Béjaïa n'a jamais cessé d'interpeller les responsables à tous les niveaux pour mettre un terme au cafouillage et la non gestion constatés dans certains services de la Direction de l'éducation, ceci avec des rapports adressés à tous les niveaux, se désengageant ensuite de l'instabilité qui touche le secteur. «Le Cnapeste-Béjaïa n'est nullement

responsable de l'instabilité que vit actuellement le secteur dans la région», souligne-t-il. Pour sa part, le président de la Fédération des associations de parents d'élèves, Djoudi Touazi, a exprimé hier son étonnement sur cette nouvelle grève, rappelant «avoir discuté dernièrement (les 10 et 11 du mois courant) avec des responsables au niveau de la Direction de l'éducation et du ministère qui m'ont confirmé que les revendications des enseignants ont été prises en charge». «Tous les problèmes soulevés par le Cnapeste en novembre dernier, notamment ceux liés à la gestion des carrières des enseignants et aux reliquats de paiement ont été pris en charge par la tutelle», a-t-il déclaré, soulignant que «cette grève ne travaille pas l'intérêt des élèves qui sont complètement anéantis et ont le sentiment d'être abandonnés». Et d'ajouter : «La grève illimitée annoncée par le Cnapeste n'a aucun sens», selon la fédération qui appelle les enseignants affiliés à ce syndicat à la raison. Dans une déclaration rendue publique, avant-hier, la Fédération des parents d'élèves «appelle à la sagesse», précisant, par ailleurs, qu'«elle assumera ses responsabilités et ne gardera pas le silence devant une situation qui peut compromettre la scolarité des enfants».

H. C.